

Quand les démocraties refusaient les offres de paix d'Adolf Hitler

6 OCTOBRE 1939 : LA FURIE DES BELLICISTES

Vincent Reynouard
Nouvelle vision
L'Histoire par les faits, n°2

6 octobre 1939 : la furie des bellicistes

Pour le libre chercheur, deux raisons font du 6 octobre 1939 un jour très important dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale.

La première est qu'à cette date Hitler démontra de façon éclatante son désir de paix. Le discours qu'il prononça à midi au Reichstag posait, en effet, les bases d'une collaboration européenne que le Traité de Versailles avait empêchée depuis vingt ans.

La seconde est bien plus importante. Dans nos articles précédents, nous avons tenté de démontrer l'existence, en France et en Angleterre notamment, d'une coterie belliciste qui, dans l'ombre, agissait pour qu'une guerre éclate. Toutefois, nous n'avons pas cité de noms. Ce silence était dû au fait que, fin août 1939, cette coterie travaillait de façon souterraine, ce qui rendait la découverte de ses principaux membres très difficile ; notre action s'était bornée à constater les conséquences de ses manœuvres (rupture des relations germano-polonaises...). Or, en France, le discours du 6 octobre faillit redonner vie à la paix morte depuis plus d'un mois. En conséquence, les bellicistes, acculés et obligés d'agir avec diligence, sortirent de leur retraite, multipliant les fausses nouvelles, les analyses erronées et les appels à la poursuite de la guerre. Certains, même, décidèrent d'agir au grand jour sur un Daladier qui hésitait à repousser les offres allemandes.

L'étude de tous ces faits nous permettra ainsi de prendre en flagrant délit certaines personnalités appartenant à la coterie belliciste, celles-là mêmes qui manipulaient les politiques en vue d'une guerre immédiate.

*

La fin du mois de septembre 1939 vit le triomphe de l'Allemagne hitlérienne. Toutes les prévisions de son chef s'étaient révélées exactes : à l'Est, la campagne de Pologne s'était soldée par une éclatante victoire tandis qu'à l'Ouest les démocraties occidentales n'avaient pas bougé pour tenter de secourir leur alliée.

Dans ces conditions, on eût pu croire qu'Hitler, grisé par ses succès, allait ordonner à ses troupes de marcher sur la France. Or, il n'en fut rien et, bien au contraire, c'est à cette date que le chancelier du Reich choisit de tendre une nouvelle fois la main aux démocraties occidentales.

Des rumeurs concernant d'éventuelles offres de paix

Dès la fin du mois de septembre 1939, à l'heure où l'Allemagne et l'U.R.S.S. se partageaient la Pologne, des premières rumeurs concernant des offres allemandes de paix circulèrent.

Le 1^{er} octobre ainsi, les députés communistes Florimond Bonte et Arthur Ramette écrivaient une lettre à Edouard Herriot (président de la Chambre des députés) pour lui demander « que les propositions de paix qui [allaient] être faites à la France soient examinées avec la volonté d'établir au plus vite la paix juste, loyable (*sic*) et durable que [...] souhait[aient] tous [les Français] ». ¹ Le 4, dans un discours prononcé à la Chambre des Lords, Lord Halifax déclarait « qu'il n'était pas à même d'anticiper sur la nature des propositions de ce genre, si elles [venaient] à être faites » (voy. *Le Populaire*, 5 octobre 1939, p.)

Un jour plus tard, Hitler faisait savoir au gouvernement italien qu'il allait lui communiquer, le lendemain matin, le texte d'un discours qu'il prononcerait à midi (voy. Ciano, *Journal...*, p.164)

Le discours du 6 octobre 1939

Le 6 octobre 1939, comme prévu, le Führer prenait la parole au Reichstag.

L'homme d'Etat allemand déclara notamment :

« Lorsque je lis maintenant certains organes de presse internationaux ou [que] j'entends les discours de ces ardents prôneurs de la guerre, je crois devoir parler et répondre au nom de ceux qui ont à fournir la substance vivante de ces occupations intellectuelles de ces gens qui fixent les buts de guerre, cette substance vivante dont j'ai fait partie moi-même comme soldat inconnu durant quatre longues années de la grande guerre.

Ils parlent sans cesse de la nécessité des événements de la politique mondiale, mais ils ne connaissent pas le cours des actions militaires. Je le connais d'autant mieux. Six semaines, que dis-je – quinze jours de marmitage – et messieurs les propagandistes de guerre en viendraient vite à une autre opinion. Et c'est pourquoi je crois qu'il est de mon devoir de parler ici, même au risque d'apprendre que les instigateurs ne voient dans mon discours que l'expression de ma peur et un symptôme de du degré de mon désespoir.

Pourquoi la guerre doit-elle maintenant avoir lieu à l'Ouest ? Pour la reconstitution de la Pologne ? La Pologne du traité de Versailles ne ressuscitera jamais. Cela, ce sont deux des plus grands Etats de la terre qui le garantissent. L'organisation définitive de cet espace, la question de la restauration d'un Etat polonais sont des problèmes qui ne seront pas résolus par la guerre à l'Ouest, mais exclusivement par la Russie dans un cas, et par l'Allemagne dans l'autre.

On sait d'ailleurs très exactement que ce serait une aberration que d'anéantir des millions de vies humaines et de détruire des milliards de valeurs pour réédifier peut-être une construction qui avait déjà été, au temps de sa formation, qualifiée d'avortement par tous les non-polonais. Quelle serait donc autrement la raison ? L'Allemagne n'a posé à l'Angleterre aucune revendication qui puisse menacer l'Empire colonial britannique ou remettre son existence en question. Non, au contraire. Ni à la France, ni à l'Angleterre, l'Allemagne n'a adressé de pareille revendication.

Mais cette guerre doit-elle être réellement faite pour donner un nouveau régime à l'Allemagne, c'est-à-dire pour détruire le Reich actuel et par là refaire un nouveau Versailles [?] ; alors des millions d'hommes seront inutilement sacrifiés, parce que, ni le Reich allemand ne sera détruit, ni un second Versailles ne sortira de cette guerre. Non, cette guerre à l'Ouest ne règle aucun problème, à part les finances malades de quelques marchands de canons et propriétaires de journaux ou de quelques autres profiteurs de guerre internationaux.

Deux problèmes sont aujourd'hui en discussion :

¹ Dans leur lettre, les deux députés parlaient de « propositions de paix dues aux initiatives diplomatiques de l'U.R.S.S. » Cependant, force est de constater que c'est Hitler qui, en octobre 1939, tendit la main aux démocraties occidentales. Ainsi MM. Bonte et Ramette ont-ils appuyé une démarche dont le but était le rétablissement des bonnes relations entre la France et le Reich. Nous sommes donc relativement surpris de voir, aujourd'hui, les communistes prétendre qu'ils furent, par le passé, les premiers farouches opposants au régime national-socialiste.

1. Le règlement des questions résultant de la dissolution de la Pologne, et
2. Le problème de la suppression des craintes internationales qui rendent plus difficile la vie politique et économique des peuples.

Quels sont donc maintenant les buts du gouvernement du Reich en ce qui concerne l'ordre à créer dans le territoire qui est reconnu comme sphère d'influence allemande à l'Ouest de la ligne de démarcation germano-russe ?

1. L'aménagement d'une frontière du Reich correspondant aux conditions historiques, ethnographiques et économiques.
2. L'aménagement de la totalité de l'espace vital sur la base des nationalités, c'est-à-dire : une solution de ces questions de minorités qui ne concernent pas seulement ce territoire mais [...] presque tous les Etats du Sud-Est de l'Europe.
3. Corrélativement : l'essai d'une solution et d'un règlement du problème juif.
4. La restauration de la vie économique et des transports pour le profit de tous les habitants de ce territoire.
5. La garantie de la sécurité de tout ce territoire et
6. La constitution d'un Etat polonais offrant dans sa structure et dans sa direction la garantie de ne pouvoir devenir ni un nouveau foyer d'incendie pour le Reich allemand ni un centre d'intrigues contre l'Allemagne et la Russie.

De plus [,] on doit s'efforcer immédiatement de faire disparaître les conséquences de la guerre, ou tout au moins de les atténuer, c'est-à-dire d'adoucir les très grands maux d'à-présent par une assistance pratique. Ainsi que je l'ai déjà souligné, de telles tâches peuvent bien se discuter autour d'une table de conférence. mais elles ne peuvent jamais y être résolues. Si l'Europe tient, en somme, au calme et à la paix, les Etats européens devraient être reconnaissants à l'Allemagne et à la Russie de faire désormais de ce foyer de troubles une zone de développement pacifique et de voir ces deux pays en assumer la responsabilité et accepter aussi les sacrifices que cela comporte.

Mais la deuxième des tâches à accomplir, et à mes yeux la plus importante, est de faire régner non seulement la conviction mais aussi le sentiment d'une sécurité européenne. Pour cela il est nécessaire que :

1. La lumière absolue soit faite sur les buts de la politique extérieure des Etats européens. En ce qui concerne l'Allemagne, le gouvernement du Reich est disposé à donner des éclaircissements absolument complets sur ses intentions de politique extérieure. Il met au premier plan de cette déclaration la constatation que le traité de Versailles n'existe plus à ses yeux.
2. L'exigence d'une prospérité véritable de l'économie internationale, en liaison avec l'augmentation du commerce et des échanges, présuppose la remise en ordre des économies intérieures, c'est-à-dire des productions au sein des divers Etats. Mais pour faciliter l'échange de ces productions, il faut en venir à une réorganisation des marchés et à un règlement définitif des monnaies, afin de débayer peu à peu les obstacles qui s'opposent à la liberté du commerce.
3. Mais la condition nécessaire et préalable la plus importante d'une réelle prospérité de l'économie européenne et également de l'économie extra-européenne est l'établissement d'une paix absolument garantie et du sentiment de sécurité des divers peuples. Cette sécurité sera rendue possible surtout par une réduction des armements à un niveau raisonnable et économiquement supportable.

Ce sentiment nécessaire de sécurité implique avant tout un règlement de l'applicabilité et du domaine d'utilisation de certaines armes modernes qui sont capables de pénétrer en tout temps jusqu'au cœur de chaque pays et qui de ce fait font régner un sentiment constant d'inquiétude. J'ai déjà fait des propositions en ce sens dans mes discours précédents au Reichstag. Elles ont été alors vouées à un refus – sans doute du fait qu'elles provenaient de moi. Je continue toutefois à croire que le sentiment de la sécurité nationale ne reparaitra en Europe que si, dans ce domaine, des obligations internationales nettes et créant un lien de droit auront largement défini les concepts du recours aux armes permises et interdites.

De même que la Convention de Genève est arrivée jadis, du moins dans les Etats civilisés, à prohiber la mise à mort des blessés, les mauvais traitements à l'égard des prisonniers, les actes de guerre contre les non-combattants etc. et de même qu'on a réussi au cours des temps à obtenir l'observation universelle de cette prohibition, de même l'on doit pouvoir aboutir à définir l'emploi de l'armée de l'air, celui des gaz etc., des sous-marins et également les concepts de la contrebande, de telle manière que la guerre [n'ait plus] son odieux caractère de lutte contre les femmes et les enfants et, de façon générale, contre les non-combattants.

Je me suis efforcé, dès cette guerre avec la Pologne, de limiter l'emploi de l'arme aérienne aux objectifs importants au point de vue militaire ou de n'y faire appel qu'en cas de résistance active sur un point déterminé. En liaison avec la Croix-Rouge, il doit être possible de dégager une réglementation internationale de principes

universels. C'est dans ces conditions seulement que la paix pourra revenir, notamment sur notre continent peuplé de façon si dense, une paix qui, exempte de méfiance et d'angoisse, pourra être la condition préliminaire d'une prospérité véritable, également dans la vie économique. Je crois qu'il n'y a pas d'homme d'Etat européen soucieux de ses responsabilités qui ne désire de tout son cœur que son peuple fleurisse. Mais ce vœu ne saurait se réaliser que dans le cadre d'une collaboration générale des nations de ce continent. Aussi le but de tout homme luttant sincèrement pour l'avenir de sa propre nation ne peut-il être que d'assurer cette collaboration.

En vue d'atteindre ce noble résultat, il faudra bien un jour que les grandes nations de ce continent délibèrent ensemble pour élaborer, adopter et garantir dans une réglementation exhaustive un statut leur donnant à toutes un sentiment de sécurité, de tranquillité et, pourtant, de paix.

Il est impossible que pareille conférence se réunisse sans les travaux préalables les plus approfondis, c'est-à-dire sans avoir tiré au clair les points de détail, et surtout sans élaboration préparatoire. Mais il est tout aussi impossible que cette conférence appelée à fixer pour des [décennies] les destinées précisément de ce continent, puisse travailler sous le grondement des canons ou même, tout simplement, sous la pression d'armées mobilisées. Et s'il faut tôt ou tard résoudre ces problèmes, il serait plus raisonnable de s'attacher à leur solution avant que des millions d'hommes ne soient de nouveau sacrifiés sans but et des valeurs représentant des milliards, détruites sans résultat.

On ne saurait concevoir le maintien de l'état actuel des choses à l'Ouest. Chaque jour exigera bientôt un nombre croissant de victimes. Il arrivera un moment où pour la première fois la France bombardera et démolira peut-être Sarrebrück. Comme représailles, l'artillerie allemande détruira Mulhouse. En manière de vengeance la France prendra à son tour Karlsruhe sous le feu de ses canons et l'Allemagne, de son côté, usera de réciprocité à Strasbourg. Alors l'artillerie française tirera sur Fribourg et l'artillerie allemande sur Colmar ou Sélestat. Puis l'on disposera de pièces à plus longue portée et de part et d'autre la destruction s'étendra de plus en plus et ce que, finalement, l'artillerie à grande puissance ne pourra plus atteindre, sera anéantie (*sic*) par les aviateurs. Le jeu sera très intéressant pour un certain journalisme international et éminemment utile aux fabricants d'avions, d'armes, de munitions etc. mais sera épouvantable pour les victimes. Cette lutte impitoyable ne se déroulera d'ailleurs plus seulement sur terre. Car elle s'étendra plus loin, sur la mer. Il n'y a plus d'îles aujourd'hui.

Il se peut que MM. Churchill et consorts interprètent tout bonnement ma manière de voir comme une preuve de faiblesse ou de lâcheté. Je n'ai pas à m'occuper de ce qu'ils pensent. Je ne fais ces déclarations que parce que je veux tout naturellement épargner ces souffrances aussi à mon peuple.

Toutefois, si le point de vue de M. Churchill et de sa clique devait l'emporter, la déclaration que je fais aurait été la dernière. Nous lutterons alors. Ni la force des armes, ni le temps ne feront fléchir l'Allemagne. Il n'y aura plus de novembre 1918 dans l'histoire allemande. Il est puéril d'espérer une dissolution de notre peuple. M. Churchill est convaincu que la Grande-Bretagne vaincra. Quant à moi, je ne doute pas une seule seconde que c'est l'Allemagne qui remportera la victoire. Au Destin de décider qui a raison. Il y a toutefois une chose certaine : on n'a jamais vu deux peuples sortir l'un et l'autre vainqueurs d'une guerre. L'histoire du monde a, en revanche, très souvent constaté qu'il n'y avait que des vaincus. Il me semble que tel a déjà été le cas dans la dernière guerre.

C'est aux peuples et aux dirigeants des peuples qui partagent ma manière de voir qu'il incombe de prendre la parole. Et que ceux qui croient être forcés de voir dans la guerre la solution la meilleure, repoussent la main que je leur tends !

Comme Führer du peuple allemand et en tant que chancelier du Reich, je ne puis en ce moment que remercier le Seigneur de nous avoir si miraculeusement accordé ses bénédictions dans la lutte terrible que nous avons soutenue pour notre droit et prier de nous permettre ainsi qu'à tous les autres de trouver la voie qui conduira non seulement le peuple allemand mais encore l'Europe entière à une nouvelle et bienfaisante ère de paix. »²

Un discours de paix

Ce discours prouvait-il qu'Hitler ait été animé d'intentions pacifiques ?

Notre réponse sera positive. En effet, il faut se rappeler qu'en octobre 1939 le triomphe de l'Allemagne était tel que rien ne pouvait lui faire douter de sa victoire prochaine. Dans son

² L'extrait du discours ici reproduit a été publié, sous forme de tract, par l'autorité occupante. Aujourd'hui, on peut trouver copie de cet écrit à la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine de Nanterre (Cote : 4°/128Rcs/265). Un extrait sensiblement plus court est publié dans *Documents on German Foreign Policy, 1918-1945*, Series D, Vol. VIII, (Cote BDIC : O43030). Pour une version allemande, voy. *Akten Zur Deutschen Auswärtigen Politik, 191-1945*, Serie D, 1937-1945, Band VIII, "Die Kriegsjahre", Ester Band, 4. September 1939 bis 18. März 1940, P. Keppler Verlag KG, 1961, 783 p., pièce n° 205, pp. 177 à 180.

allocution, le chancelier avait d'ailleurs affirmé que « ni le Reich allemand ne ser[ait] détruit, ni un second Versailles ne sortir[ait] de cette guerre », que « ni la force des armes, ni le temps ne fer[aient] fléchir l'Allemagne » et qu'il ne doutait pas « une seule seconde » de la victoire allemande. Ce fait est aussi confirmé par le ministre des Affaires étrangères italien, le comte Galeazzo Ciano. Le 1^{er} octobre, après avoir rencontré Hitler, ce dernier écrivait : « Ce qui m'a impressionné le plus, c'est sa certitude de remporter la victoire » (*Journal...*, p. 163).

Le Führer n'étant dès lors pas guidé par le doute, la peur ou le désespoir, on ne voit guère ce qui l'aurait convaincu de prononcer un tel discours, si ce n'était son ardent désir de paix.

Un autre argument vient renforcer la thèse présentement défendue. Depuis des mois, les bellicistes occidentaux prétendaient qu'il fallait entrer en guerre à la faveur d'un conflit germano-polonais, de peur qu'un jour Hitler ne profite de la solitude française à l'Ouest (et des ressources d'une Pologne conquise) pour l'attaquer (voy. plus bas). Or, voici ce qu'a écrit Jean Montigny :

[...] fin septembre 1939, il n'y a plus de front occidental et, pratiquement, la France est seule. Si Hitler a bien eu l'arrière-pensée que lui ont attribuée les bellicistes, il va le prouver, il va attaquer. Par contre, s'il s'y refuse, s'il résiste à la tentation, c'est donc que, depuis des années, il a été sincère quand il a recherché la consolidation de la paix avec la France et la Grande-Bretagne ; quand, après le règlement du litige sarrois, il a déclaré définitif le tracé de la frontière franco-allemande ; quand, en faveur de la paix occidentale, il a fait le sacrifice solennel de la revendication allemande sur l'Alsace-Lorraine [*La Défaite*, pp.251-252].

Certains rétorqueront que le discours du 6 octobre n'était qu'une manœuvre imaginée par Hitler pour gagner du temps afin de reprendre son souffle en vue de nouvelles agressions (voy. plus bas). A l'appui de cette affirmation, on nous citera notamment le comte Ciano qui a raconté comment, le 1^{er} octobre, le Führer avait tracé, devant lui, « des plans d'action et fix[é] des dates avec une assurance qui ne tol[érait] pas de contradiction » (voy. *Journal...*, p. 163) ³ Cette révélation, nous dira-t-on, émanant du ministre des Affaires étrangères italien, ne prouvait-elle pas la duplicité d'un Hitler qui avait déjà prévu ses futures actions guerrières ?

Notre réponse à cette objection sera la suivante : que des plans d'action contre la France (et, dans une certaine mesure, l'Angleterre) aient existé dans les bureaux de l'état-major allemand ne nous paraît pas contestable. Cependant, de tels documents ne prouvent pas qu'Hitler ait désiré, à tout prix, mener une guerre à l'Ouest, le premier devoir d'une armée étant précisément d'élaborer des plans *au cas où* un conflit viendrait à éclater. A ce titre, Maurice Bardèche a écrit :

[A Nuremberg] on reproche à l'état-major allemand des études d'opérations qu'on a retrouvées dans ses archives : vous prépariez la guerre, lui dit-on ⁴. A qui fera-t-on croire que, pendant le même temps, les

³ La thèse d'un Hitler qui aurait voulu attaquer la France dès la campagne de Pologne terminée est aujourd'hui défendue par Serge Bernstein et Pierre Milza (professeurs d'histoire contemporaine à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris). Dans leur livre intitulé *Histoire du vingtième siècle, 1939-1953, la guerre et la reconstruction* (Hatier, 1987, 333 p.), ils écrivent : « [...] le Führer avait l'intention, une fois la campagne polonaise achevée, de jouer de l'effet de surprise et d'attaquer immédiatement à l'Ouest. Mais les conditions météorologiques l'amènent à différer cette offensive. » (p. 22) MM. Bernstein et Milza ne font aucune allusion au discours du 6 octobre. Il est vrai que ce dernier ne conforte guère la thèse qu'ils défendent.

⁴ Il faut savoir qu'à Nuremberg les Alliés ont jugé les dirigeants nazis non seulement pour « crimes contre l'humanité », mais aussi pour « crimes contre la paix », à savoir « le projet, la préparation, le déclenchement ou la conduite d'une guerre offensive ou d'une guerre contraire aux traités, aux pactes ou aux conventions internationales ; la participation à un complot visant à la réalisation de ces actions » (voy. le « Statut de

autres états-majors européens ne faisaient aucun plan, ne se préparaient à faire face à aucun cas stratégique ? A qui fera-t-on croire que les hommes d'Etat européens ne se concertaient pas ? A qui fera-t-on croire que les tiroirs de Londres et de Paris sont vides et que les préparatifs allemands ont surpris des agneaux qui ne songeaient qu'à la paix ? ⁵ »

Il est d'ailleurs à noter qu'au procès de Riom (intenté, en 1942, par le gouvernement de Vichy, à ceux qu'il estimait être les principaux responsables de la défaite [Blum, Daladier, Guy La Chambre, Gamelin, Jacomet]), le général Requin lui-même a révélé l'existence d'un plan d'attaque français contre l'Allemagne. Ainsi a-t-il déclaré :

Si nous étions préparés pour une mission défensive, cela ne veut pas dire qu'une doctrine offensive n'existait pas. L'étude d'une attaque de la ligne Siegfried avait été poussée sur le terrain dans deux secteurs des Vosges et de la Sarre. En 1939, j'avais dirigé des exercices de cadres d'une attaque contre une ligne Siegfried concrétisée par nos propres ouvrages ⁶

Or, personne ne songe aujourd'hui à prétendre que la France ait désiré mener une guerre d'agression contre le Reich. L'argument de l'existence des plans d'attaque allemands s'avère donc sans valeur.

Mais il y a plus.

Le discours prononcé le 6 octobre était très modéré. Certes, en ce qui concerne la Pologne, Hitler plaçait les démocraties devant le fait accompli. Cependant, pouvait-il agir autrement ? Toutes ses propositions de règlement pacifique n'avaient jamais reçu la moindre réponse constructive (voy., par exemple, ses « seize propositions » du 30 août). En outre, notons que les six premiers points, portant sur « les buts du gouvernement du Reich en ce qui concerne l'ordre à créer dans [...] [la] sphère d'influence allemande », se révélaient tout à fait raisonnables, Hitler allant même jusqu'à accepter « la constitution d'un Etat polonais » indépendant.

Ensuite, le chancelier allemand ne faisait que revendiquer une fois de plus ce qu'il avait toujours réclamé, à savoir :

- l'obtention, par l'Allemagne, de colonies⁷ ;
- un désarmement général ⁸

Londres » du 8 août 1945, article 6a, reproduit dans *La rééducation d'un peuple* de Udo Walendy, Verlag für Volkstum und Zeitgeschichtsforschung, 1978, 39p., p.9)

⁵ voy. *Nuremberg ou la terre promise*, Ed. des Sept Couleurs, 1948, 270 p. pp. 62-63.

⁶ Audience du 18 mars 1942. Voy. James de Coquet, *Le Procès de Riom*, librairie Arthème Fayard, 1945, 296 p., p. 214. D'autres plans existaient, qui prévoyaient l'invasion de la Sarre, du Luxembourg, etc. (voy. « Rapport fait au nom de la commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945. Par Monsieur Charles Serre. », Tome I, Assemblée Nationale, Session de 1947, n° 2344, Annexes [dépositions], pp. 47 et suivantes | Cote B.D.I.C. : Q 6495/I |).

⁷ Hitler avait renouvelé cette demande le 25 août 1939. Voy. *Le Livre Jaune Français*, Imprimerie Nationale, 1939, 431 p., pièce n 245.

⁸ Voy. notamment Paul Rassinier, *Les Responsables de la Seconde Guerre mondiale*, Nouvelles Editions Latines, 1967, 285 p., pp. 64 et suivantes ; Sténotypics du Procès de Nuremberg, Tome X (édition française), pp. 245 à 247 ; Georges Champeaux, *La Croisade...*, Tome I, pp. 134 et suivantes. Aujourd'hui, les historiens appellent complaisamment l'attention du public sur le fait qu'Hitler a rapidement réarmé son pays, mais ils omettent d'en donner la raison qui est le non-respect, par les vainqueurs de 1918, du préambule de la partie V du

- la mise en place d'une réglementation internationale des principes de la guerre ;
- des mesures pour le maintien de la prospérité économique.

Il n'y avait là rien qui puisse révolter tout être désirant sincèrement la paix. Si vraiment Hitler avait bluffé, il aurait formulé des exigences inacceptables (exemple : volonté de ne pas voir renaître une Pologne indépendante...) afin qu'elles soient, de façon certaine, repoussées par les Alliés. Or, comme l'a écrit Georges Champeaux, le langage tenu par le Führer le 6 octobre 1939 « n'[était] pas celui d'un homme qui a 'sa' guerre, qui la tient, et qui entend bien l'exploiter à fond. Ou alors cet homme est tout à la fois le plus odieux des menteurs et le plus fol des imprudents. Car enfin on pouvait le prendre au mot » (voy. *La Croisade...*, T.I, p. XXIV).

Prétendre qu'Hitler bluffait nous paraît donc contraire aux faits. En conséquence, les gouvernants français devaient accepter la négociation.

Allons plus loin. Donnons raison à ceux qui prétendent que Hitler voulait, une fois la Pologne conquise, se retourner contre la France. Admettons qu'en proposant la paix, le Chancelier voulait simplement offrir un répit à son armée qui attendait le moment propice pour déferler sur notre pays.

Notre réponse sera que, même dans ce cas, les gouvernants français devaient accepter la négociation. En effet, il faut savoir qu'avant le 23 août 1939, la France avait compté sur l'aide de la Pologne et de l'U.R.S.S. pour mener une guerre contre l'Allemagne. L'aide de la Pologne consistait avant tout en l'ouverture et le maintien d'un front oriental qui aurait contraint l'Allemagne à combattre sur deux fronts. Quant à l'U.R.S.S. son importance était surtout économique et stratégique (nos gouvernants savaient qu'elle n'entrerait pas en guerre immédiatement). C'était, en effet, elle qui aurait :

- fourni à la Pologne les matières premières utiles pour la lutte ;
- exercé une forte pression sur la Roumanie pour qu'elle ne fournisse pas de pétrole au Reich
- épaulé la Turquie pour qu'elle puisse entrer en guerre aux côtés des démocraties occidentales.

Voici ce qu'écrit, à ce titre, André Labarthe, dans son livre *La France devant la Guerre* (Grasset, juin 1939, 244p.) :

[...] considérée au point de vue économique l'Union soviétique serait de toute façon bien placée pour entraver sérieusement le commerce de l'Allemagne avec les Etats riverains de la mer Baltique. En outre la Roumanie, si elle restait neutre, serait soumise à une pression singulièrement forte de la part de la Russie, qui serait en mesure de lui interdire toute livraison de pétroles à l'Allemagne. Au contraire, les envois de matières premières russes, voire même de matériel de guerre en France et en Angleterre, pourraient être assurés.

Si la Pologne participe à la guerre contre l'Allemagne, le front polonais sera soutenu par toute la puissance économique de la Russie, que les armées de ce pays interviennent ou non sur ce front aux côtés des armées polonaises [p.97].

Traité de Versailles, préambule qui prévoyait une « limitation générale des armements de toutes les nations » une fois que l'Allemagne aurait achevé son propre désarmement (Voy. Georges Champeaux, *La Croisade...*, Tome I, p. 134).

M. Labarthe étudiait avant tout les aspects économiques du problème, aussi lui arrivait-il de supposer une guerre sans l'aide de la Pologne. Cependant, des militaires comme Gamelin espérait fermement l'ouverture et le maintien d'un front oriental. Le 23 août 1939 ainsi, lors de la réunion du Comité permanent de la défense nationale, Gamelin déclara que :

l'armée polonaise offrirait une résistance honorable à l'armée allemande ; le froid et le mauvais temps arrêteraient rapidement les hostilités, si bien qu'au printemps 1940, la bataille se poursuivrait encore à l'est [Georges Bonnet, *Fin d'une Europe (de Munich à la Guerre)*, Bibliothèque du Cheval Ailé, 1948, 433 p., p.304].

L'aide de la Pologne semblait d'autant plus importante que :

La France avait environ cent vingt divisions à opposer aux deux cents divisions allemandes. Elle était donc en état de grande infériorité. C'est pourquoi elle devait conserver l'appui des quatre-vingts divisions polonaises qui la mettraient à égalité avec l'Allemagne [*Id.*, p. 304, note 1]⁹

Or, voilà que, le 23 août 1939, l'U.R.S.S. changeait subitement de camp et signait un pacte de non agression avec l'Allemagne. Dès lors s'évanouissaient tous les espoirs :

- d'une aide matérielle offerte à la Pologne ;
- de pression sur la Roumanie afin qu'elle ne fournisse pas ses pétroles au Reich ;
- d'une entrée en guerre de la Turquie aux côtés des démocraties occidentales.

Il était donc urgent de réviser notre politique extérieure, surtout vis-à-vis de la Pologne. Certains objecteront qu'il nous était impossible, sauf à nous déconsidérer aux yeux du monde, de rompre le traité qui, depuis 1921, nous obligeait à secourir la Pologne en cas de danger. Une fois de plus cependant, cette objection se révèle infondée. Dès 1932, en effet, Pierre Cot, professeur de droit, écrivait :

[...] le droit *international* public est dominé par la règle suivante : « *Pacta sunt servanda sic rebus standibus* », c'est-à-dire : « les traités subsistent dans la mesure où les circonstances qui les ont fait naître subsistent ».

On entend bien : *sic rebus standibus*. Il n'y a pas de traités éternels. La validité des conventions internationales est éphémère. Cette validité existe au regard du droit international dans la mesure où *les circonstances de fait, qui ont permis au contrat de naître, subsistent. Que ces circonstances se modifient, le traité doit être modifié*. Et l'Etat signataire d'un traité possède alors un véritable droit à en poursuivre la modification [cité par Jean Montigny, in *France, libère-toi !*, Imprimerie commerciale de « La Sarthe », 1939, 314 p., p. 92]

Or, comme l'a écrit Georges Champeaux :

[...] l'Europe sans Autriche et sans Tchécoslovaquie de septembre 1939 n'est plus l'Europe de 1921. D'autre part, le pacte germano-soviétique du 22 août 1939 [l'auteur écrit « 1940 » par erreur] a complètement retourné la situation diplomatique. En droit [...], nous n'étions pas tenus de marcher pour la Pologne [*La Croisade...*, Tome I, p. XXIX].

Pourtant, le 3 septembre, la France « marchera ».

Mais un nouveau coup de théâtre survint durant le mois de septembre : la Pologne fut écrasée puis partagée entre le Reich et l'U.R.S.S. Dès lors, s'évanouissaient tous les espoirs d'un front oriental. En outre, au début du mois d'octobre, personne n'ignorait :

⁹ En 1947, Edouard Daladier déclara qu'à l'aube du conflit, la France pouvait opposer 92 divisions à 140 divisions allemandes (voy. « Rapport fait au nom... », Tome I, p. 64). Quoiqu'il en soit, et quel que soient les chiffres retenus, l'infériorité française reste patente.

- que l'Union Soviétique s'était objectivement rangée du côté du Reich ;
- que les U.S.A. n'interviendraient pas dans un conflit ;
- que l'Angleterre, notre principale alliée, n'en était qu'au commencement de son réarmement terrestre.

La France restait donc seule, désespérément seule, avec une aviation de chasse insuffisante, une aviation de bombardement qui ne sortait « pas encore en grande série » ¹⁰... face à un redoutable adversaire, surarmé, qui venait de montrer sa force. Pour notre pays, il fallait à tout prix tenter de se dégager, de se ruer vers une porte de sortie, d'éviter, ou même de retarder, une guerre folle. Or, cette issue de secours nous était offerte... par Hitler lui-même, un Hitler qui nous proposait une paix. Dès lors, même à supposer qu'il se soit agi là d'une ruse, d'une manœuvre destinée à ce que la Wehrmacht reprenne son souffle avant de se retourner contre la France, il fallait l'accepter, ceci afin de gagner un an, voire deux, qui nous auraient permis non seulement d'accroître notre potentiel de guerre ¹¹, mais aussi d'espérer un retournement de la situation diplomatique (changement d'attitude des U.S.A., nouveau volte-face d'une Union Soviétique, retournement de l'Italie...)

La presse nationale française cache les offres d'Hitler

Nous venons de montrer que, quel qu'ait été le but d'Hitler en prononçant son discours (désir de paix ou obtention d'un répit avant de nouvelles agressions), la France aurait dû engager des pourparlers. Notre raisonnement étant basé sur des considérations diplomatiques simples, on aurait pu s'attendre à ce qu'il s'impose aux journalistes politiques du moment, des journalistes qui auraient emboîté le pas à MM. Florimond Bonte et Arthur Ramette.

Or il n'en fut rien. Tout d'abord, notons que *la presse française s'abstint de reproduire in extenso les offres formulées par le chancelier du Reich*, tout comme elle s'était abstenue, un mois plus tôt, de publier ses seize propositions destinées au règlement pacifique du différend germano-polonais (voy. N.V. n° 26, p. 30). Dès le 10 octobre, d'ailleurs, Léon Blum parla de « premières versions » françaises « coupées ou expurgées avec une maladresse incompréhensible » (voy. *Le Populaire*, 10 octobre 1939,p.1).

Mais il y a plus.

A peine le discours du Führer était-il rendu public qu'une campagne de calomnies éclata dans toute la presse française. « Hitler est désespéré !..., il est lâché par ses alliés..., la révolte

¹⁰ Voy. « Procès-verbal de la réunion tenue au ministère de la Guerre, le 23 août 1939 » sous la présidence d'Edouard Daladier in Bonnet, *op. cit.*, pp. 305 à 308, p. 307 ; Louis Thomas, *Documents sur la Guerre de 1939-40*, Aux Armes de France, 1941, pp. 117 à 120, p. 119. Ce qui n'empêchera pas Guy La Chambre de prétendre que « notre aviation ne doit [...] plus peser sur les décisions du gouvernement » (*id.*). Il est vrai que M. La Chambre espérait l'aide anglaise pour nous fournir des avions de chasse et pour prendre « à sa charge les bombardements massifs en Allemagne du Nord ». L'avenir montrera la faussetés de ces prévisions. Remarquons d'ailleurs qu'il est criminel de déclarer une guerre en espérant une aide incertaine...

¹¹ Dès le 23 août 1939, lors de la réunion tenue au ministère de la Guerre, Bonnet avait demandé si, compte tenu du retournement soviétique, il ne valait pas « mieux être fidèle à nos engagement et entrer en guerre immédiatement, ou reconsidérer notre attitude et profiter du répit ainsi obtenu pour accroître notre puissance militaire, étant bien entendu que la France cour[ait] le risque d'être attaquée à son tour dans un délai qui p[ouvait] être de quelques mois seulement » (Bonnet, *op. cit.*, p. 306, Louis Thomas, *op. cit.*, p. 118).

gronde en Allemagne..., Hitler a peur de la puissance franco-britannique..., il commence la guerre dans des conditions hasardeuses..., etc. etc. »

... et prétend que le chancelier « est au bout du rouleau »

Dès le 8, *Le Populaire* citait des extraits d'un discours prononcé, la veille, par un officiel anglais, M. Ward Price. Sous le titre « 'Le Führer est au bout du rouleau' dit M. Ward Price », on pouvait notamment lire :

Dans le long catalogue des grands discours d'Hitler, aucun n'a été plus rempli de platitudes, plus vain et plus présomptueux que celui-là. Je ne puis que conclure que le Führer est au bout de son rouleau : il ne sait ni que dire, ni que raïre [*Le Populaire*, 8 octobre 1939, p.2].

Dans le même temps, André Géraud, dit Pertinax, (voy. Annexe), collaborateur à *L'Echo de Paris*, affirmait que « les propositions d'Hitler [n'étaient] pas le fait d'un homme assuré de son chemin » (cité par Paul Allard ¹² dans *Les Provocateurs...*, p. 104). Quant à Elie Bois (rédacteur en chef du *Petit Parisien* sur lequel nous reviendrons), il écrivait :

La prétendue amitié d'Hitler pour la France ? Comment peut-il penser que cela puisse prendre ? EN quelle angoisse pour lui, et de conséquences incalculables, vit-il donc ? Sa duplicité couvre un embarras que l'on perçoit à travers toutes les lignes. Son discours est empreint d'un fatalisme résigné [*ibid.*, pp. 104-105].

Citons aussi le journal *Le Temps* qui, analysant, dans son « Bulletin du jour », les offres du chancelier, écrivait :

Ce qui se dégage surtout de ce discours, c'est que M. Hitler apparaît comme un homme désespéré devant le fait brutal, qu'il n'a pas su prévoir, qu'il a manqué tous ses buts l'Est, où la Russie soviétique est la principale bénéficiaire du coup de force allemand [...], tandis qu'à l'Ouest le Reich hitlérien se voit contraint de soutenir cette guerre de longue durée qu'il redoute par-dessus tout et qu'il désire ardemment éviter tout en s'assurant le bénéfice territorial de son forfait contre la Pologne. [...] il ressort clairement de son discours qu'il [Hitler] n'a plus qu'une médiocre confiance dans les développements de la guerre qu'il a déclenchée et qu'il n'est plus capable de limiter à son gré [*Le Temps*, 8 octobre 1939, p. 1].

Le 9, l'avance Havas publiait une dépêche de Londres ainsi rédigée :

Hitler souhaite la paix (une paix dictée par lui) parce qu'il se rend compte, avec un mois et demi de retard, de toute l'ampleur de la puissance franco-britannique [voy. *Le Populaire*, 10 octobre 1939, p.2 ; voy. aussi Paul Allard, *Les Provocateurs...*, p. 104, *La Guerre du Mensonge*, p.32]

¹² Paul Allard a travaillé à la censure durant la Première Guerre mondiale. Entre les deux guerres, il a publié des livres dont deux sont plus particulièrement sensibles de nous intéresser : *Les Dessous de la Guerre* (Editions de France) et *Les Dessous du Traité de Versailles* (Editions des Portiques, en collaboration avec Marcel Berger). Farouchement collaborationniste, P. Allard a publié, durant l'Occupation, plusieurs ouvrages aux Editions de France dont *La Guerre du Mensonge* (1940), *Les Provocateurs à la Guerre* (1941), *Les Plans Secrets du G.Q.G. pendant la guerre* (1941) et « *Ici Londres* » (1942). Arrêté à la « Libération », il est mort en décembre 1945 à la prison de Fresnes-les-Rungis (voy. Jean Galtier-Boissière, *Mon journal dans la Drôle de Paix*, La Jeune Parque, 1947, 336 p., pp. 102-103). Ses livres ayant été destinés au grand public, P. Allard n'a pas toujours pris soin de référencer ses citations. Cependant, après avoir étudié de nombreux documents, nous avons pu remarquer que *jamaïs* cet auteur n'a pu être pris en défaut. Voilà pourquoi nous n'hésitons pas à le citer si nécessaire. Il est d'ailleurs à remarquer qu'à propos de sa mort, Jean Galtier-Boissière a écrit : « Etonnant que ses collègues de la rue des Saussaies ne l'aient point tiré – comme tant d'autres – de son cul de basse-fosse... » (*ibid.*, o. 103). L'explication pourrait être la suivante: P. Allard avait écrit dans ses livres des vérités gênantes qu'il aurait été impossible de contrefire, ce qui faisait de lui un homme dangereux qu'il valait mieux ne pas sortir de prison.

Quelques mois plus tard, pourtant, Hitler, lançant ses armées contre la France, allait démontrer la fausseté de toutes les analyses qui viennent d'être citées. Mais la presse française ne se contenta pas de souligner « le malaise » dont Hitler aurait été victime. Allant plus loin, elle prétendit l'expliquer en invoquant des événements politiques.

Hitler lâché par ses alliés et contesté dans son propre pays

Le 16, *Le Temps* déclarait :

Mais ce que l'on peut constater sans crainte de se tromper [sic], c'est que le peuple allemand a perdu la foi dans le Führer [...]. L'Allemagne commence la guerre non seulement dans des conditions singulièrement hasardeuses du point de vue financier et économique, avec un régime de restrictions aussi sévères que celui qu'elle connut aux heures les plus critiques de la lutte de 1914-1918, mais sans avoir pour elle aucune des forces morales qui constituent le facteur essentiel du succès diplomatique comme sur le terrain militaire [*Le Temps*, 16 octobre 1939, p.1].¹³

Après la défaite française, Georges de la Fouchardière écrira :

Nous avons été plutôt épatés en les voyant arriver, ces farouches conquérants ! D'abord, on nous les représentait sous un aspect affamé et squelettique... car il était bien entendu que, depuis notre victoire de 18, ils se nourrissaient de saucisses faites avec des pneus d'auto bourrés de sciure de bois et de graisse d'auto. Ce qui d'après les résultats obtenus, doit être un fameux régime. Car nos invités sont des gars plutôt costauds [cité par Paul Allard dans *La Guerre du Mensonge*, p. 263]

Quoiqu'il en soit, en octobre 1939, la propagande battait son plein. Dès le 9 d'ailleurs, un dépêche de l'agence Havas prétendait que « la perspective d'une longue [était] extrêmement impopulaire » au sein du Reich (voy. *Le Populaire*, 10 octobre 1939, p. 2). De son côté, Geneviève Tabouis, de *L'œuvre* (voy. Annexe), déclarait que, d'après les « milieux diplomatiques de Londres et de Paris » :

[...] ce discours [était] celui d'un homme qui réalis[ait] que, loin d'être le plus fort, il [était] très menacé par un nombre d'ennemis qui augment[ait] chaque jour, alors que ses alliés l'[avaient] quitté un à un, et que le seul qui lui rest[ait] [pouvait] être plus préoccupé de ses propres intérêts que de ceux de l'Allemagne [cité par Paul Allard dans *La Guerre du Mensonge*, p. 32].

Quant à « Pertinax », il n'hésitait pas à écrire que « Ces propositions d'Hitler [n'étaient] pas le fait d'un homme qui [avait] confiance en lui. Pour lancer son offre, le chef d'Etat allemand, n'appar[aissait] encadré ni de l'Italie ni de la Russie » (cité par Paul Allard dans *Les Provocateurs...*, pp. 74-75).

D'après la presse française donc, la situation d'Hitler était telle qu'un simple coup de boutoir allait le renverser définitivement. Dès lors, accepter la main qu'il tendait devenait inutile. C'est ainsi que Buré, du journal *L'Ordre*, répondit au chancelier en écrivant :

Pas de compromis ! On ne discute pas en pleine bataille [*ibid.*, p. 104] !

Avec le recul, on mesure l'inanité de toutes ces déclarations publiées afin d'exciter les esprits et de les pousser à la guerre contre Hitler. Tous les journalistes que nous avons cités faisaient partie de ce que l'on a appelé la coterie belliciste (voy. Annexe), une coterie qui, le 6 octobre,

¹³ Le mensonge concernant la situation catastrophique de l'Allemagne à l'aube sera repris par Daladier qui, dans réponse à Hitler (voy. plus bas), prétendra que le Reich a commencé la guerre avec cartes de rationnement (voy. Jean Montigny, *La Défaite*, p. 253 et Paul Allard, *La Guerre du Mensonge*, p. 33).

sortit de sa réserve afin de faire repousser les offres hitlériennes de paix. Le but de sa manœuvre était clair : il consistait à laisser accroire qu'Hitler était un homme virtuellement battu, ceci afin de pousser les démocraties à l'attaque. Naturellement, l'existence d'un tel syndicat belliciste n'aurait guère eu de conséquences si le gouvernement français avait été composé d'hommes capables de résister à ses pressions. Cependant, tel ne fut pas le cas...

Daladier cède aux pressions des bellicistes

Le 10 octobre, dans un discours officiel, adressé aux Français, Daladier, alors président du Conseil, répondit à Hitler. Il déclara notamment :

Je sais bien qu'on vous parle aujourd'hui de paix, de la paix allemande, d'une paix qui ne ferait que consacrer les conquêtes de la ruse et de la violence et qui n'empêcherait nullement d'en préparer de nouvelles [Daladier parle ensuite de l'Autriche, des Sudètes, de la Tchécoslovaquie et de la Pologne]. Le plus modeste soldat, aussi bien que nos plus grands chefs, comprend quel péril courrait notre patrie si, après avoir démobilisé sur de vaines promesses, nous devons faire face, d'ici à quelques mois, à une brusque agression. Et le soldat français pense[...] : [...] Je suis ici [dans la tranchée] pour défendre la patrie et la préserver du sort tragique qui a si douloureusement frappé en Europe, depuis deux ans, des millions d'hommes [voy. *Le Temps*, 12 octobre 1939, p.1 ; *Le populaire*, 11 octobre 1939, p. 1].

En clair, Daladier accusait Hitler d'être un homme cynique, souhaitant endormir la France avec des promesses mensongères (« vaines promesses ») afin de pouvoir l'écraser ensuite (« une brusque agression »). Cette allocution officialisait ainsi le rejet, par la France, des propositions allemandes du 6 octobre.

Mais en repoussant celles-ci, *Daladier jetait irrémédiablement son pays dans un conflit, un conflit qui menaçait d'être long, face à un adversaire puissant*. Certes, on pourra nous rétorquer que ce fait ne changeait rien, puisque la France était en guerre contre l'Allemagne depuis le 3 septembre dernier. Cependant, nous avons vu plus haut que, la situation mondiale ayant complètement changé depuis cette date, notre pays était en droit de reconsidérer ses traités d'alliances ainsi que les décisions qui avaient été prises en leur nom. Daladier, ne devait donc prendre aucune décision sans avoir préalablement consulté les militaires responsables et, surtout, les politiques.¹⁴

Or, fait incroyable, *le président du Conseil avait prononcé son allocution sans s'être auparavant concerté avec ses ministres et les hauts cadres de l'armée*¹⁵. Que s'est-il donc passé ? Comment Daladier avait-il pu endosser une telle responsabilité ? La vérité sur cette

¹⁴ Dans sa déposition faite devant les membres de la commission d'enquête réunie après la guerre (voy. note 6), Daladier a déclaré qu'un « Comité de Guerre » s'était réuni à l'Elysée, suite à la déroute polonaise. L'ancien président du Conseil ne donnera cependant aucun renseignement à son sujet (date exacte de la réunion, personnalités qui y étaient présentes, existence éventuelle d'un compte rendu...) et toutes nos recherches pour en retrouver la moindre trace ont été vaines. Il est d'ailleurs à noter que, dans sa déposition, Daladier est resté très évasif au sujet des événements qui se sont déroulés durant les premiers jours d'octobre 1939. L'ancien président du Conseil n'a même pas évoqué le fait que certains parlementaires aient pu songer à accepter de négocier avec Hitler. Il a, au contraire, prétendu que seul se posait la question de savoir si la France devait immédiatement attaquer ou si elle devait plutôt attendre des jours meilleurs (voy. « Rapport fait au nom... », p. 66). Ces omissions et des déformations de la vérité prouvent la mauvaise conscience d'un Daladier qui savait avoir prononcé son allocution sans s'être, auparavant, concerté au moins avec ses ministres.

¹⁵ Voy. Anatole de Monzie, *Ci-devant*, Flammarion, 1941, 292 p., p. 173 ; Jacques de Launay, *Secrets Diplomatiques 1939-1945*, Brepols, 1963, 125 p., p. 10 ; Paul Allard, *Les Provocateurs...*, p. 105 ; Jean Montigny, *Le Complot...*, p. 28, *La Défaite*, p. 255.

sombre affaire aurait pu ne jamais être connue ; cependant elle est due à l'indiscrétion d'un chroniqueur du *Petit Parisien*, Maurice Prax.

M. Prax vivait dans l'intimité de Joseph-Elie Bois, son rédacteur en chef. Le 7 octobre, il a été témoin de faits qu'il a ensuite divulgués, notamment à Jean Montigny. En 1966, ce dernier a choisi de les dévoiler dans son livre *Le Complot..* (bien qu'il s'agisse-là d'accusation très graves, M. Montigny n'a jamais été poursuivi, ni pour faux, ni pour diffamation envers qui que ce soit). Ainsi, page 282, nous pouvons lire :

« Dès le matin, me dit-il [c'est Prax qui parle à Montigny], Elie Bois et ses amis sont en état d'alerte, renseignés heure par heure par Léger¹⁶ sur l'état d'esprit de Daladier qui hésite sur l'attitude à adopter [face aux propositions d'Hitler]. Bois donne libre cours à sa colère : 'C'est insensé, c'est inimaginable, c'écrit-il. C'est encore un coup de Bonnet et des siens ! Daladier est un lâche, un peureux ! IL est en train de se laisser circonvenir, de trahir... Mais attendez, je lui téléphone... »
Et le président Daladier reçoit, en effet, aussitôt des adjurations propres à le remettre dans la ligne. Encore faut-il multiplier les précautions. Bois va déjeuner chez un ami avec Mandel [de son vrai nom Jéroboam Rotschild] et Robert Bollak. Les quatre hommes se répartissent les tâches, distribuent les rôles : il faut user de la grosse artillerie, faire intervenir Jeanneney, Herriot ; puis on provoque la visite chez Daladier de compères sûrs, tandis que certains membres du cabinet du président du Conseil veillent à écarter les interventions éventuelles de Monzie, Bonnet, Mistler, Flandin. Prax est mis au courant le soir même par Bois, qui se félicite du succès : « C'est arrangé, Daladier a été très bien, très énergique cet après-midi. *Le coup a raté mais nous avons eu chaud ! Maintenant on peut être tranquilles : nous ferons la guerre jusqu'au bout* [souligné par nous]¹⁷ »

Oui, la coterie belliciste avait « eu chaud ». La paix avait failli renaître... par la faute de Hitler et de quelques poltrons qui refusaient la « croisade des démocraties ».

Si ces journées du 6 et du 7 octobre ont été catastrophiques pour une France (et une Europe) qui allait se jeter à corps perdu dans une guerre folle, elles restent toutefois une aubaine pour le libre chercheur en quête d'exactitude historique. En effet, c'est à cette date que, prise de panique à l'idée que la guerre pouvait mourir, la camarilla belliciste française n'a pas hésité à agir au grand jour, révélant ainsi clairement non seulement son existence, mais aussi l'identité de certaines hautes personnalités qui la composaient.

¹⁶ Alexis Léger a été, de 1933 à 1940, secrétaire général du ministre des Affaires étrangères. Dans son livre *Les Provocateurs...*, Paul Allard l'a surnommé le « chef occulte du complot contre la paix » (p. 49). C'est en effet lui qui, de 1935 à 1949, a torpillé (ou tenté de torpillé) toutes les manœuvres de conciliation avec l'Allemagne et l'Italie.

En 1935, alors que le conflit italo-éthiopien entraînait un regain de la tension internationale (voy. Champeaux, *La Croisade...*, T.I, pp. 3 et suivantes), Pierre Laval et l'Anglais Samuel Hoare travaillaient en secret à un accord qui aurait permis la résolution de ce différend. Or, une indiscrétion du Quai d'Orsay (dont l'auteur était Léger) fit échouer cette tentative de conciliation (voy. Champeaux, *op. cit.*, pp. 53..., Paul Allard, *Les Provocateurs...*, p. 56, Jean Montigny, *La Défaite*, p.138)

En 1938, Bonnet cherche à résoudre pacifiquement le conflit germano-tchèque ; aussitôt, Léger, par le biais de Geneviève Tabouis, organise une campagne de calomnie contre lui (Jean Montigny, *La Défaite*, p. 138).

Dans les premiers jours de septembre 1939, alors que la guerre germano-polonaise a débuté, Mussolini fait une dernière tentative de conciliation (nous y reviendrons dans un prochain numéro de *N.V.*). L'Allemagne accepte. En France, alors que les partisans de l'apaisement semblent l'emporter, Léger parle d'un « piège » dans lequel il ne faut pas tomber (voy. René Moulin, *La Paix Assassinée*, Librairie Académique Perrin, 1941, 80 p., p. 40 ; Jean Montigny, *Le Complot...*, p. 253)

¹⁷ Il est possible que Maurice Prax ait fait les mêmes confidences à Paul Allard. Dans son ouvrage intitulé *Les Provocateurs...*, ce dernier a en effet publié, à quelques détails près, le même récit que Jean Montigny (voy. pp 105-106). M. Allard dit l'avoir appris d' « un témoin », sans préciser lequel. Cette discrétion était cependant compréhensible, en 1941.

Ce chapitre clos, étudions maintenant la réaction de l'Angleterre.

Des propositions de paix que le gouvernement anglais repousse par anticipation

Certains pourront se demander si la coterie belliciste française n'a pas contraint Daladier à repousser rapidement les offres du chancelier afin que Chamberlain (connu pour son pacifisme), mû par l'obligation de politique commune franco-anglaise, fasse de même. Trois raisons amènent à rejeter cette hypothèse :

1° Les bellicistes français ont agi avec diligence uniquement parce que Daladier donnait des signes de faiblesse ;

2° Depuis longtemps, Chamberlain avait cédé aux bellicistes anglais, notamment en nommant, le 3 septembre 1939, Churchill « Premier Lord de l'Amirauté ». Mais il y a plus :

3° Dès le 4 octobre, l'Angleterre avait laissé entendre qu'elle rejetterait les propositions allemandes. Dans son allocution faite ce jour-là, Lord Halifax (ministre des Affaires étrangères) avait en effet déclaré :

Il est certain que ni la France ni la Grande-Bretagne ne seront incitées par des menaces à abandonner les principes pour lesquels elles ont ouvert la lutte. [voy. *Le Populaire*, 5 octobre 1939, p. 2]

puis :

Et relativement [à la garantie que pourrait revêtir tout accord qui serait susceptible d'être conclu], nous avons vu les gouvernements de l'Allemagne répudier successivement les documents internationaux qu'ils avaient signés et répudier les principes les plus fondamentaux de leur politique, après les avoir affirmés avec force pendant de nombreuses années. Si par suite, au lieu de menaces ces gouvernements cherchaient à nous donner des satisfactions par des assurances, il est nécessaire de dire que des assurances du gouvernement actuel ne sont pas suffisantes [*id*]

Les « principes pour lesquels » la France et l'Angleterre avaient déclaré la guerre au Reich étaient la préservation de la Pologne née de Versailles, c'est-à-dire une Pologne contraire à celle que désirait Hitler. Dès lors, toute médiation était vouée à l'échec. La seconde citation prouve de façon encore plus éclatante que l'Angleterre ne voulait pas négocier. Ce qu'elle attendait, ce n'était pas des « assurances », mais des actes (Chamberlain le répétera, d'ailleurs, dans son allocution du 12 octobre). Ainsi, tout discours, aussi modéré fût-il, ne pouvait qu'être rejeté.

Il est à noter que, dans sa livraison du 9 octobre, *Le Populaire* a rapporté les propos d'un journaliste , correspondant à Londres du journal *L'indépendant Belge*, qui aurait déclaré :

On a dit que le gouvernement britannique allait examiner toutes les points du discours de M. Hitler. Il ne s'agit pas là d'une étude devant entraîner un marchandage sur des conditions de paix. En réalité, le discours de M. Hitler est examiné, comme tous ses discours précédents, aux fins de permettre à M. Chamberlain de réduire à néant quelques uns des arguments de la propagande allemande. [p.2]

Propos qui, s'ils sont exacts, confirment la thèse ci-dessus développée.

Le 12 octobre, enfin, Chamberlain prenait la parole. Après avoir affirmé qu'à « la lumière de notre expérience passée, il ne nous [était] plus possible d'avoir foi en la seule parole du

gouvernement allemand actuel » (voy. *Le Populaire*, 13 octobre 1939, p. 2), le Premier britannique déclarait :

Ce n'est pas seulement à une victoire que nous aspirons. Nous regardons plus loin et nous nous tournons vers ce jour où il nous sera possible de poser les premières pierres d'un système international meilleur, grâce auquel la guerre ne sera pas l'inévitable fardeau de toutes les générations qui se succèdent. [*id*].

Le message était donc clair : la Grande-Bretagne désirait vaincre l'Allemagne. Dès lors, toute proposition de paix ne pouvait plus qu'être repoussée. Chamberlain n'hésita pas, d'ailleurs, à mentir en prétendant que « Hitler [avait] repoussé toutes les propositions de paix jusqu'à ce qu'il [eût] écrasé la Pologne ».

Le Premier britannique termina en affirmant :

Les données du problème sont, par conséquent, claires : ou bien le gouvernement allemand donnera des preuves convaincantes de la sincérité de son désir de paix par des actes positifs et par des garanties effectives de son intention d'exécuter ses engagements, ou bien nous devons accomplir notre devoir jusqu'au bout. A l'Allemagne il appartient de choisir [*id*].

Or, pour qu'Hitler puisse accomplir « des actes positifs » et « offrir des garanties effectives de son intention d'exécuter ses engagements », il fallait tout d'abord se réunir autour d'une table afin, précisément, de les définir puis d'en discuter les modalités. En refusant cette conférence qu'Hitler venait de réclamer, Chamberlain, et, à travers lui, le gouvernement anglais, notifiait son désir de poursuivre la guerre coûte que coûte. Dans son *Journal*, Ciano écrira :

Le discours de Chamberlain fait s'évanouir les espoirs des pacifistes les plus obstinés [...]. Le Duce, lui aussi, après avoir lu le discours dans son texte original, en vient à la conclusion que, désormais, toute possibilité d'entente est écartée. [...]. En Allemagne, le discours de Chamberlain a été accueilli avec indignation et fureur. Attolico télégraphie qu'il a sonné comme un cri de guerre [p.167].

Conclusion

Le 6 octobre 1939, Hitler, dont le triomphe était complet, choisit de se tourner vers les démocraties occidentales non pour les écraser mais pour leur proposer la paix ainsi qu'une conférence destinée à poser les bases d'une collaboration européenne. La coterie belliciste, voyant la guerre lui échapper, sortit alors brusquement de sa réserve, débuta sa campagne d'excitation et en vint même à exercer ouvertement des pressions sur un Daladier hésitant. En Angleterre, une fin de non-recevoir était donnée, en termes voilés, avant même l'allocution du chancelier. Par la suite, Chamberlain, n'hésitant pas à recourir au mensonge, repoussa les offres sans même laisser au Führer la possibilité d'exposer la façon dont il envisageait de les appliquer.

Aujourd'hui, Hitler est présenté comme un impitoyable dictateur qui désirait vassaliser l'Europe entière en écrasant, au besoin militairement, toutes les nations qui s'opposeraient à ses plans. Or, de nombreux faits viennent s'opposer à cette théorie, les « seize propositions » du 30 août et le discours du 6 octobre étant les plus importants.

Pour tenter de sauver leur version des faits, les historiens actuels prétendent que, même si la France et la Pologne *avaient* accepté de composer, le chancelier *n'aurait* fait que différer son

attaque. Le malheur est que tous ces raisonnements reposent sur des conditionnels. Comme le fait remarquer Georges Champeaux :

« Si la France n'avait pas... Hitler aurait fait ou n'aurait pas fait... », tout cela c'est du conditionnel passé. L'histoire ignore ce mode de conjugaison. Ce que Hitler aurait fait si l'Angleterre et la France ne lui avaient pas déclaré la guerre, nul ne le saura jamais, et aussi bien nul ne peut le savoir. Hitler lui-même l'ignore. L'histoire ne se demandera pas si Hitler *aurait déclaré* la guerre à la France. L'histoire dira que le 3 septembre 1939, Chamberlain et Daladier *ont déclaré* la guerre à l'Allemagne [...] [*La Croisade*.. Tome I, p. XXV].

De même, l'histoire aurait dû retenir que, le 30 août et le 6 octobre 1939, Hitler a émis des propositions et que celles-ci sont restées par deux fois sans réponse.

Cependant, Georges Champeaux ignorait qu'un jour les démocraties occidentales gagneraient la guerre et commenceraient à écrire *leur* histoire, une histoire escamotée, une histoire dans laquelle un fait n'a de place que s'il milite en faveur de la cause que défendent les vainqueurs. En un mot, une histoire qui ressemble fort à une manœuvre de propagande.

- Annexe -

Geneviève Tabouis et « Pertinax », deux journalistes membres de la coterie belliciste

Entre 1930 et 1940, une coterie belliciste sévit en France. Dans notre article, nous avons cité les noms d'hommes politiques qui en faisaient partie. Cependant, il faut savoir que, outre ces derniers, de nombreux journalistes se côtoyaient dans les salons où la guerre était ardemment désirée. Parmi eux se trouvaient Madame Geneviève Tabouis, de *L'œuvre*, ainsi qu'André Géraud, dit Pertinax, de *L'Echo de Paris*.

Ces journalistes avaient un but : imprimer de fausses nouvelles afin de faire monter la tension internationale et, si possible, de provoquer l'irréparable.

Geneviève Tabouis

Dans les années qui précédèrent la Seconde Guerre mondiale, Mme Geneviève Tabouis a joui d'une notoriété considérable. Dans ses articles, elle prétendait très souvent rapporter les sentiments des « milieux autorisés ». En vérité, il est fort possible qu'elle n'ait guère été en contact avec ces « milieux ». Paul Allard, notamment, lui a consacré un chapitre dans son ouvrage intitulé *Les Provocateurs...* (voy. Troisième partie, « Comment était organisé le complot contre la paix », chapitre 2, « Geneviève Tabouis, informatrice de Monsieur et Madame Roosevelt », pp. 59 à 65).

Le nombre de fausses nouvelles dont elle s'est fait l'écho est trop élevé pour qu'on puisse, dans le cadre de cette annexe, en dresser une liste exhaustive. Aussi n'en citerons-nous que deux, qui révèlent les buts poursuivis par la coterie belliciste.

En 1937, G. Tabouis participa à ce que l'on appela « l'affaire du débarquement allemand au Maroc espagnol ». Le 9 janvier, tous les journaux nationaux publiaient une dépêche mensongère de l'agence Havas. Le texte de la première était le suivant :

On apprend que, depuis une dizaine de jours, de forts contingents de troupes allemandes de toutes armes en uniforme ont débarqué à Melilla et ont été cantonnés dans divers quartiers de la ville [Georges Champeaux, *La Croisade...*, T.I, pp. 204-205].

La seconde dépêche était rédigée comme suit :

Il se confirme que deux cents à trois cents militaires allemands ont débarqué ces jours derniers dans les ports de la zone du Maroc espagnol [*ibid*, p.205]

Un jour plus tôt, dans *L'œuvre*, G. Tabouis avait soutenu que « les Allemands [c'est G. Champeaux qui écrit] étaient en train de soulever contre Franco les notables marocains, leur idée derrière la tête [...] étant que Franco, débordé, allait leur demander de réprimer ce soulèvement et leur donnerait ainsi un merveilleux prétexte pour s'implanter au Maroc espagnol » (*ibid*, p. 204).

Cette journaliste prétendait donc avoir pu pénétrer les (prétendus) sentiments secrets des militaires allemands ! Naturellement, cette analyse était totalement mensongère, puisqu'il n'y avait jamais eu le moindre débarquement allemand au Maroc espagnol.

Le 6 septembre 1938, elle publiera un article qui se révèle être un tissu de mensonges. On pouvait y lire (notez les conditionnels) :

[...] une opposition très vive se manifeste parmi les généraux allemands [concernant la conduite dictée par Hitler à l'encontre de la Tchécoslovaquie]. Le général Beck, chef d'état-major, a démissionné bien que cela soit demeuré mystérieux et secret on le sait parfaitement à Berlin [et chez Madame Tabouis !]. On sait également que la majorité des généraux sont opposés à une guerre générale et qu'avant de démissionner Beck aurait [!] rappelé au Führer que 80% de la population allemande étaient opposés à une guerre. Le général Beck aurait [!] été remplacé par le général Manstein, commandant de la 34^e division. Enfin, il paraîtrait [!] qu'au cours de la visite du Chancelier à Kehl, nombre de généraux avaient rappelé au Führer que les fortifications allemandes n'étaient pas suffisantes pour se lancer dans une guerre générale, que le nombre des réserves instruites étaient insuffisantes et qu'enfin il manquait des cadres d'officiers pour quatorze divisions [voy. Georges Champeaux, *La Croisade...*, T. II, pp. 208-209].

Le but de la première fausse nouvelle était d'accroître la tension internationale, ceci afin de rendre chaque jour plus probable l'hypothèse d'un conflit (voy. plus bas ce que dira, à ce propos, M. Marion, rédacteur en chef de la *Liberté*, lors du « Procès Pertinax contre Suarez »).

Quant à la seconde, elle s'inscrivait dans la droite ligne des manœuvres bellicistes destinées à faire croire en la faiblesse militaire de l'Allemagne, ceci pour convaincre les démocraties occidentales d'accepter la guerre antifasciste¹⁸.

¹⁸ La théorie de la faiblesse militaire hitlérienne s'accordait mal avec la politique extérieure très entreprenante du chancelier. Pour tenter de résoudre cette contradiction, les bellicistes invoquèrent ce que l'on a appelé « le bluff » d'Hitler. D'après eux, le Führer roulait des épaules parce que, sachant l'impréparation militaire de son pays, il comptait sur la lâcheté des démocraties qui allaient demeurer hypnotisées face à ses fanfaronnades. Cette théorie, totalement inexacte, aurait pu ne pas avoir de conséquences si elle avait été acceptée uniquement par des journalistes (et un public) ignorant les faits. Cependant, nombreux sont les membres du gouvernement français qui y crurent jusqu'à la fin. Toutefois, la vérité oblige à révéler que ces derniers ont été trompés par notre ambassadeurs à Berlin, M. Coulondre. C'est lui qui a répandu la théorie du « bluff » hitlérien. Ainsi, le 31 août, alors que la paix agonisait et qu'il était urgent de convaincre la Pologne d'accepter les négociations directes, M. Coulondre, écrivit à Daladier les mots suivants : « Tenez bon ! Si vous tenez bon, Hitler s'effondrera » (voy. Anatole de Monzie, *op. cit.*, p. 147. Voy. Aussi Paul Rassinier, *op.cit.*, p. 286).

André Géraud, dit « Pertinax »

André Géraud fut à *L'Echo de Paris* ce que Geneviève Tabouis à *L'Œuvre* .

Le 16 avril 1937, Georges Suarez¹⁹ publia, dans *Gringoire*, un article intitulé « Portrait de M. Géraud, dit 'Pertinax' ». L'auteur y dénonçait les méfaits du journaliste membre de la coterie belliciste. S'estimant diffamé, ce dernier porta plainte et réclama 500 000 F de dommages et intérêts. Un procès s'ensuivit, au terme duquel Georges Suarez et *Gringoire* furent respectivement condamnés à 10 000 et 20 000 F de dommages et intérêts, auxquels venaient s'ajouter 500 F d'amendes (voy. Louis Thomas, *op. cit.* p. 13).

La victoire de Pertinax se révéla cependant n'être qu'une victoire à la Pyrrhus. Durant le procès, en effet, avocats et témoins de prévenus démasquèrent sans difficulté celui qui avait intenté l'action en justice. Ils démontrèrent notamment que, depuis près de vingt ans, Pertinax avait travaillé dans l'industrie de la fausse nouvelle destinée à provoquer une guerre. Dans un article publié par *Gringoire* le 13 mai 1938 et intitulé « Un procès politique, Pertinax démasqué », on pouvait notamment lire :

Passant aux moyens défendus, M^e Jallu [avocat de M. Suarez] aborde le chapitre des fausses nouvelles et rappelle les faux propos sur l'armée italienne prêtés à Briand [homme politique français, plusieurs fois ministre des Affaires étrangères] en 1921, publiés au risque de nous brouiller avec l'Italie par Pertinax dans le *Daily Telegraph*, propos démentis par Briand et qui motivèrent des poursuites, restées platoniques, du Quai d'Orsay.

Pertinax avait envoyé deux télégrammes : l'un à *L'Echo de Paris*, l'autre au *Daily Telegraph*. Il les envoya simultanément, mais ils sont entièrement différents. Dans le télégramme au journal anglais, Pertinax attribue à Briand des propos injurieux pour l'armée italienne. Cette dépêche, reproduite par la presse italienne, déclenche un effroyable scandale. A Turin, la foule envahit le consulta français, casse les meubles, les jette par la fenêtre. Pendant trois jours, on fait la chasse aux Français dans toute les villes d'Italie. A Naples, à Rome, il faut que la garde royale engage le fer avec l'émeute pour protéger les consulats français.

A ce moment, Briand voguait sur l'océan. Prévenu par radio, il dément aussitôt les propos qui lui étaient attribués.

M. Schwantzer, délégué de l'Italie, à qui, selon Pertinax, ces propos avaient été tenus, dément à son tour. Et le *Daily Telegraph*, dans un article sensationnel du 28 novembre, rejette la responsabilité de la fausse nouvelle sur Pertinax.

Pertinax encaisse. Il n'avait pas l'honneur chatouilleux à cette époque. Il l'avais si peu, qu'il dut subir sans broncher l'accusation de mauvaise foi de *L'Œuvre* qui alla jusqu'à demander des poursuites contre lui. *L'Œuvre* qui, à cette époque, ne suivait pas la même politique que Pertinax, s'appuyait sur l'avis d'un conseiller d'Etat qui déclarait : 'L'article de Pertinax n'est pas celui d'un inconscient, mais d'un criminel. Pertinax a commis une coquinerie journalistique, une ignoble mystification. Il faut punir le provocateur.'

[...]

La leçon de 1921 aurait dû suffire à Pertinax, mais il récidive avec éclat en 1937 avec la fausse nouvelle du « débarquement des troupes allemandes au Maroc, des travaux allemands, des fortifications effectuées à Ceuta et de la mise en batterie de canons allemands de 420 braqués sur Gibraltar ».

M^e Jallu rappelle les titres effarants dont Pertinax n'éprouva aucun scrupule à se servir et dont le moindre était : « Un commencement d'occupation militaire allemande ».

« Plusieurs centaines de soldats allemands, écrivait Pertinax, ont débarqué dans les divers ports de la zone espagnole, et les ingénieurs commencent à renouveler les fortifications de Ceuta et de Mililla. Ainsi nous revient sous une autre forme Agadir. Des casernes sont mises en état, agrandies, construites, etc... etc... ».

Et comme conclusion : « Un blocus franco-britannique de l'Espagne et des possessions africaines, un blocus de terre et de mer s'impose. Tout attermoisement serait fatal. L'Afrique du Nord est attaquée. »

M^e Jallu s'écrie : « C'est l'appel immédiat aux armes et aux mesures de violence. »

¹⁹ Georges Suarez, collaborationniste, directeur d'*Aujourd'hui*, sera fusillé à la « Libération ».

On sait comment ces mensonges ont été balayés par les démentis de toute sorte et de toute provenance et officiellement par les pays intéressés. On sait aussi que le gouverneur militaire du Maroc ouvrit les portes du territoire qu'il commandait aux autorités françaises et anglaises pour leur faire constater que rien de ce qui leur avait été allégué n'était vrai.

L'Echo de Paris lui-même envoya au Maroc espagnol M. Henri Duquesne, qui à son tour, put constater et écrire que la prétendue occupation du Maroc espagnol par les troupes allemandes avait été inventée de toutes pièces.

Le démenti de M. Duquesne est du 20 janvier 1937. Or le 23, stupéfaction, Pertinax affirme à nouveau que plusieurs milliers de soldats allemands ont reçu leur ordre de départ pour le Maroc espagnol, qu'un détachement a même quitté Munich dans la nuit du 31 décembre.

Ainsi, malgré le démenti publié par *L'Echo de Paris* lui-même, Pertinax, seul dans la presse avec M. Péri de *L'Humanité*, et Mme Tabouis de *L'Œuvre*, s'obstine.

Le tandem Pertinax-Tabouis démasqué

Un des moments forts du procès fut la déposition de Paul Marion, rédacteur en chef du journal la *Liberté*. P. Marion révéla « le synchronisme des fausses nouvelles publiées par les trois rédacteurs de la politique étrangère à *L'Œuvre* [G. Tabouis], à *L'Humanité* [M. Péri qui ne nous intéresse guère dans le cadre du présent article] et à *L'Echo de Paris* [Pertinax] » (*Gringoire*, le 13 mai 1938, « Un procès politique, Pertinax démasqué »). Il dénonça et mis en lumière les manœuvres de ce qu'il appela le « syndicat » des journalistes bellicistes.

« Mme Tabouis, Péri et Pertinax, s'écria-t-il, forment ce que l'on appelle un syndicat. C'est-à-dire que, tous les trois, ils habillent à leur manière certaines informations et chacun les présente en les adaptant à son public.

« Bien entendu, on ne peut pas écrire de la même manière pour la clientèle de *L'Œuvre*, qui se croit spirituelle, pour la clientèle de *L'Humanité*, qui se croit révolutionnaire, et pour la clientèle de *L'Echos*, qui se croyait bien pensante. Mais on module le même fait, on orchestre la même campagne.

« C'est ainsi que ces trois journaux ont simultanément lancé et monté en épingle, en janvier 1937, la fausse nouvelle selon laquelle des troupes allemandes avaient débarqué au Maroc espagnol.

« Supposez, s'écrie M. Marion, que le démenti ne soit pas arrivé très vite, supposez qu'à ce moment-là l'Allemagne et le général Franco n'aient pas immédiatement brisé la fausse nouvelle, que les Anglais eux-mêmes, par l'intermédiaire d'un de leurs navires de guerre qui se trouvait dans les eaux du Maroc espagnol, n'aient pas démenti, eh bien ! on risquait sinon de jeter notre pays dans un conflit, tout au moins de le mettre au bord d'un conflit. »

Et M. Marion relève de nombreux exemples de collusion Péri-Tabouis-Pertinax :

« Le 22 mars 1937, lorsque M. Maisky, représentant des Soviets à Londres, demande la rupture de la politique de non-intervention [en Espagne, qui était alors en proie à la guerre civile²⁰], une campagne est immédiatement faite sur ce thème dans *L'Echo de Paris*, dans *L'Œuvre* et dans *L'Humanité*.

« En septembre de la même année, lorsqu'à Genève se discutent les accords de Nyon, pour la répression commune de la piraterie par les puissances méditerranéennes, à l'heure où le conflit général pouvant résulter d'un torpillage, l'Italie, l'Angleterre et la France s'entendent pour sauver la paix. Péri attaque ces accords, Mme Tabouis et Pertinax lui emboîtent le pas.

« Un peu plus tard, en octobre, au comité de Londres, brusquement, les Russes prétendent que l'Italie a rejeté les propositions anglaises. C'est une fausse nouvelle à laquelle Pertinax, Mme Tabouis et Péri font écho.

« Autre fausse nouvelle : Péri, Pertinax et Mme Tabouis prétendent que les Italiens ont débarqué à Majorque. Quelques jours plus tard, il est prouvé que c'était faux.

²⁰ Il faut savoir qu'en 1937, face à la guerre civile espagnole, deux attitudes politiques s'opposaient : l'une qui prônait la non-intervention dans ce conflit ; l'autre qui prévoyait l'intervention (ouverte) des armées nationales afin d'aider les républicains. La première était notamment défendue par les pacifistes (Bonnet...) et l'autre, par les bellicistes (voy. Champeaux, *La Croisade...*, Tome I, deuxième partie, chapitre IV « Des canons pour l'Espagne », pp. 160 à 187 ; voy. aussi Jean Montigny, *Le Complot...*, pp-84 et suivantes). Ces derniers savaient, en effet, qu'une intervention ouverte de la France entraînerait celle de l'Italie, de l'Allemagne, de l'Angleterre et de l'U.R.S.S., provoquant ainsi un conflit généralisé.

« Plus récemment, M. Chamberlain, qui essaie de sauver la paix, est attaqué par Mme Tabouis, par Péri et par Pertinax.

« Pertinax prétend que les Italiens ont exigé de l'Angleterre, au cours des négociations, une participation au canal de Suez. La nouvelle est fausse. Elle est démentie par l'Italie et par l'Angleterre.

« Là encore, s'écrie M. Marion, on a essayé de faire échouer une négociation. Je trouve accablantes toutes ces concordances. On peut se tromper sur une fausse nouvelle, mais on ne peut pas constamment joindre à ses qualités de journalistes l'industrie de la fausse nouvelle. Il y en a trop. Nous sommes submergés par les campagnes communes de Péri, Mme Tabouis et Pertinax. »

Et M. Marion conclut : « Il n'est pas admissible que, de manière inexplicable en apparence, on mène dans un journal nationaliste [*L'Echo de Paris*] les mêmes campagnes que dans *L'Humanité* et que dans *L'Œuvre* [...] » [*id.*].

A notre connaissance, aucune de ces affirmations n'a été démentie par les trois intéressés.

Le « procès Pertinax contre Suarez » avait ainsi permis de mettre officiellement en lumière l'existence et les agissements d'une coterie belliciste composée aussi de journalistes. Naturellement, à côté des trois noms cités devraient figurer bien d'autres, celui de Joseph-Elie Bois, rédacteur en chef du *Petit Parisien*, nous venant immédiatement à l'esprit. Cependant, la place nous manque pour publier ici une étude exhaustive concernant ceux qui prêchaient la guerre idéologique.

Référence complètes des ouvrages cités :

- *La Croisade...*, T. I : *La Croisade des Démocraties*, Tome I, Georges Champeaux, Publications du Centre d'Etudes de l'Agence Inter-France, 1941m 318 p.
- *La Croisade...*, T. II : *La Croisade des Démocraties*, Tome II, Georges Champeaux, Publications du Centre d'Etudes de l'Agence Inter-France, 1943m 389 p.
- *Journal...* : *Journal Politique*, Tome I, 1939-1943, Comte Galeazzo Ciano, Editions de la Baconnière, 1946m 330 p.
- *La Défaite...* : *La Défaite*, Jean Montigny, Grasset, 1941, 267 p.
- *Le Complot...* : *Le Complot contre la Paix (1935-1939)*, Jean Montigny, La Table Ronde, 1966, 353 p.
- *La Guerre du Mensonge : La Guerre du Mensonge*, Paul Allard, Les Editions de France, 1940, 268 p.
- *Les Provocateurs...* : *Les Provocateurs à la Guerre*, Paul Allard, Les Editions de France, 1941, 117 p.